



PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

www.insee.fr

- Régions
- Provence-Alpes-Côte d'Azur
- La conjoncture régionale

Légère amélioration du marché du travail

Au 4^e trimestre 2013, l'embellie s'est poursuivie dans les économies avancées mais la croissance est restée décevante dans les économies émergentes. Dans la zone euro, la reprise s'est confirmée.

En France, l'activité a rebondi au 4^e trimestre 2013 (+ 0,3 % après -0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages ont nettement progressé (+ 0,4 % après 0,0 %), en particulier les dépenses de biens durables. L'investissement des entreprises a augmenté de 0,9 %, après sept trimestres consécutifs de contraction. À l'inverse, l'investissement des ménages a reculé (-0,4 %). Soutenues par la demande extérieure, les exportations ont augmenté de 1,3 %, plus rapidement que les importations (+ 0,7 %). Sur le marché du travail, l'emploi salarié marchand a progressé (+ 0,1 %) et le taux de chômage a légèrement baissé (- 0,1 point).

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié marchand a légèrement augmenté au 4^e trimestre 2013 (+ 0,1 %). Le vif rebond de l'emploi intérimaire (+ 4,9 %, soit 1 600 emplois de plus) explique en grande partie cette hausse. Les effectifs sont en effet restés stables dans l'industrie et le tertiaire marchand hors intérim et ont diminué dans la construction (- 0,4 %). Le taux de chômage régional a légèrement baissé (- 0,1 point) et la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est encore atténuée.

De manière convergente, les évolutions sont également mieux orientées dans d'autres domaines. La fréquentation touristique régionale a notamment augmenté, après la baisse de l'été 2013. Pour la première fois depuis 5 trimestres, les ventes de logements neufs ont progressé. Enfin, les créations d'entreprises ont augmenté, quel que soit le type d'entreprises.

Le contexte national - Une reprise modeste

L'activité a progressé en France au quatrième trimestre 2013 (+ 0,3 % après - 0,1 %). Au premier semestre 2014, l'activité progresserait de 0,2 % en moyenne par trimestre, mais avec un profil heurté (+ 0,1 % puis + 0,3 %). En effet, le dynamisme des dépenses en biens durables et de construction au quatrième trimestre 2013 résulte en partie de comportements d'anticipation, et aurait ainsi généré un contrecoup début 2014. En outre, la production d'énergie se contracterait au premier trimestre 2014 (- 1,5 %) avant de rebondir au deuxième (+ 2,4 %), en raison des températures particulièrement douces de cet hiver. Au total, la demande resterait peu dynamique au premier semestre 2014 : les exportations continuent d'être pénalisées par l'appréciation passée de l'euro, l'investissement serait freiné par l'absence de reprise dans la construction et la consommation des ménages progresserait faiblement.

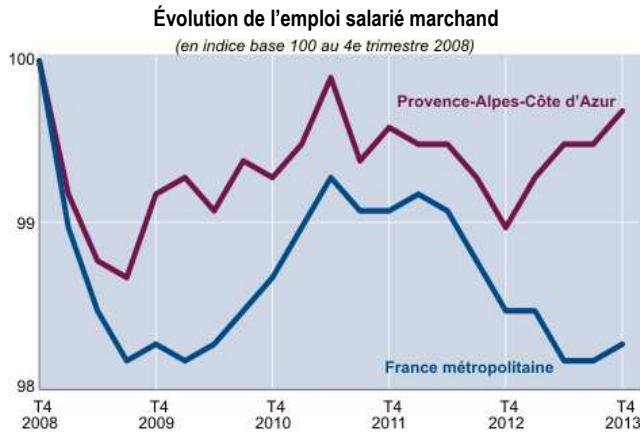
L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+ 53 000 après + 66 000 au second semestre 2013), principalement du fait des emplois aidés, et le taux de chômage serait stable, à 10,2 %.

Le contexte international - La zone euro retrouve un peu de tonus

L'embellie s'est poursuivie dans les économies avancées au quatrième trimestre 2013. Dans la zone euro, l'activité a accéléré du fait d'une reprise des exportations et de l'investissement. Les économies émergentes traversent une zone de turbulences monétaires. Les monnaies russe, turque et argentine se sont à nouveau dépréciées au début de l'année, en lien avec la réduction des achats de bons du trésor par la Réserve fédérale américaine. En Chine, le climat des affaires s'est affaibli. Au total, les importations des économies émergentes perdraient de la vigueur début 2014. Les économies avancées continueraient de croître modérément d'ici mi-2014. Aux États-Unis, l'activité serait toujours solide, malgré les événements météorologiques extrêmes du début d'année. Au Royaume-Uni, l'activité continuerait d'être dopée par la hausse des prix des actifs et le redémarrage du crédit. Surtout, la zone euro retrouverait un peu de tonus (+ 0,4 % au premier trimestre puis + 0,3 % au deuxième), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages.

■ Hausse de l'emploi régional tiré par l'intérim

Au 4^e trimestre 2013, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, qui représente 55 % de l'emploi de **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, a légèrement augmenté (+0,1 %, soit 1 300 emplois supplémentaires en un trimestre). Sur un an, l'emploi régional a continué de se redresser (+0,7 %). Fin décembre 2013, Paca comptait 1 106 100 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 7 300 de plus qu'un an auparavant.



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

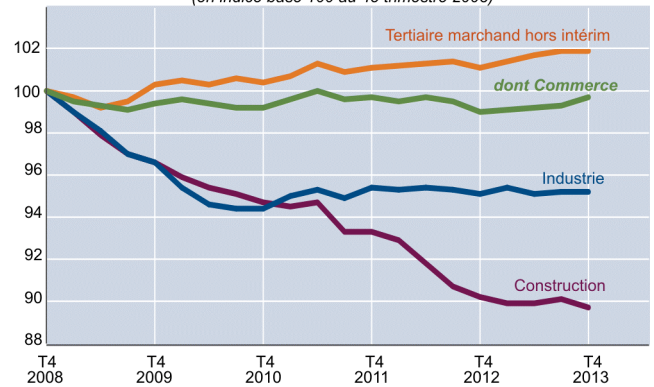
L'emploi salarié a évolué différemment selon le secteur d'activité. Dans le tertiaire marchand hors intérim, il a stagné au 4^e trimestre 2013 après trois trimestres consécutifs de hausse. Si les effectifs du commerce ont de nouveau augmenté (+0,4 %, après +0,1 % au trimestre précédent), ceux des services marchands ont baissé (-0,1 %) pour la première fois depuis fin 2012. Le transport-logistique et l'hébergement-restauration ont perdu de nombreux emplois (respectivement -0,8 % et -0,9 %, soit environ 900 postes chacun). À l'inverse, dans le sous-secteur des services aux entreprises, l'emploi est resté dynamique (+0,8 %, après +0,5 % au trimestre précédent). Enfin, les effectifs intérimaires, classés dans les services marchands au niveau régional, ont vivement rebondi (+4,9 % au 4^e trimestre 2013, soit +1 600 postes).

Le secteur de la construction, dont les effectifs augmentaient depuis deux trimestres, a perdu 450 emplois au 4^e trimestre 2013 (soit -0,4 %). En effet, malgré la hausse du nombre de mises en chantier de logements neufs (+2,4 %, après +7,4 % au trimestre précédent), plusieurs indicateurs signalent une nouvelle dégradation dans les autres secteurs de la construction. D'une part, les chefs d'entreprise des travaux publics anticipent à nouveau la contraction de leur activité ; d'autre part, le baromètre de l'entretien-rénovation indique toujours un faible niveau d'activité, malgré l'amélioration récente des carnets de commandes.

Enfin, dans le secteur de l'industrie, les effectifs sont restés stables au 4^e trimestre 2013. Seul le sous-secteur de la fabrication d'autres produits industriels, qui représente 41 % des effectifs industriels, a enregistré de fortes pertes d'emploi (-0,5 %, soit -300 emplois). Dans les sous-secteurs de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » et des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage », la baisse a en effet été beaucoup plus modérée (-0,1 % chacun). À l'inverse, dans le sous-secteur de l'agro-

alimentaire comme dans celui de la fabrication de matériels de transport, l'emploi a de nouveau augmenté (respectivement +0,8 % après +0,3 % au trimestre précédent, et +1,1 % après +0,4 %).

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Paca
(en indice base 100 au 4^e trimestre 2008)



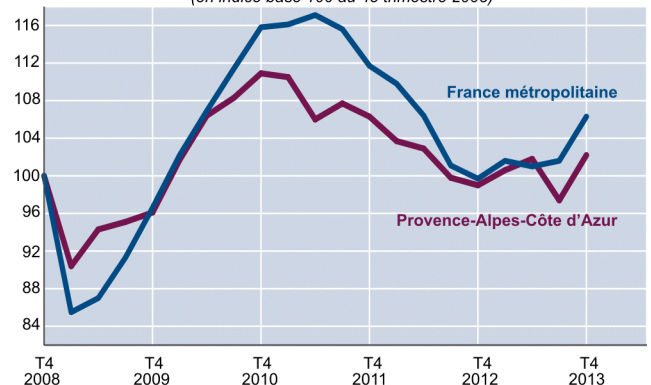
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

En France métropolitaine, l'emploi salarié hors agriculture et particuliers employeurs a renoué avec la hausse au 4^e trimestre 2013 pour la première fois depuis début 2012 (+0,1 %, soit 15 100 postes en plus). L'industrie et la construction ont continué d'enregistrer des pertes d'emplois (respectivement -0,3 % et -0,5 %). À l'inverse, l'emploi tertiaire marchand a augmenté pour le deuxième trimestre consécutif (+0,1 %), tiré notamment par le commerce (+0,2 %). Comme en Paca, l'intérim a fortement augmenté (+4,6 %). Selon les prévisions, l'emploi marchand progresserait à peine : +4 000 postes d'ici mi-2014. Le redressement de l'activité permettrait de seulement compenser les gains de productivité.

Évolution de l'emploi intérimaire

(en indice base 100 au 4^e trimestre 2008)



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

■ Quelques signes de rétablissement sur le marché du travail

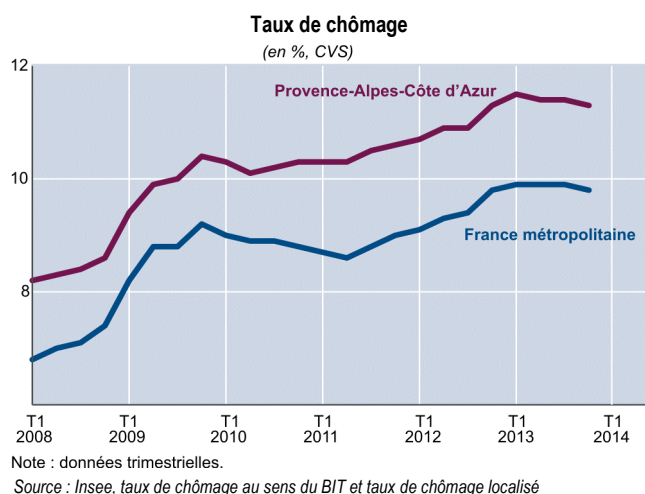
En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, le taux de chômage localisé a légèrement baissé au 4^e trimestre 2013 (-0,1 point). Il s'établit désormais à 11,3 % de la population active. Sur un an, le taux de chômage est resté stable.

Au sein de la région, le taux de chômage a baissé dans tous les départements au 4^e trimestre 2013, à l'exception des Alpes-Maritimes. Dans ce département, il s'est stabilisé à 10,2 %. Le Vaucluse, où le taux de chômage est le plus élevé (12,3 %),

a enregistré la plus forte baisse (-0,4 point). Dans les Bouches-du-Rhône, qui représente 40 % de la population active de la région, le taux de chômage a baissé de 0,2 point pour atteindre 11,8 % fin 2013. Dans le Var (11,0 %), les Alpes-de-Haute-Provence (11,6 %) et les Hautes-Alpes (9,1 %), le taux de chômage a reculé de 0,1 point.

Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) inscrits à Pôle emploi a progressé de 6,6 % entre décembre 2012 et décembre 2013. La demande d'emploi a concerné 420 000 personnes, soit environ 26 000 de plus qu'un an auparavant. Si la demande d'emploi continue de progresser, la hausse est moins marquée qu'aux trimestres précédents. Ainsi, le rythme moyen de hausse au second semestre 2013 s'établit à 1,0 % par trimestre, contre 2,2 % au cours du premier semestre. Les dernières données disponibles (janvier et février 2014) indiquent un nouveau ralentissement au 1^{er} trimestre 2014.

La demande d'emploi des seniors a continué d'augmenter à un rythme élevé au 4^e trimestre 2013 (+ 12,5 % sur un an) mais plus faiblement qu'au trimestre précédent (+ 12,9 % fin septembre 2013). Selon les dernières données disponibles, ce ralentissement se poursuivrait (+ 11,6 % en février 2014). Parallèlement, la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans a ralenti (+ 1,7 % sur un an en décembre 2013, après + 4,5 % en septembre 2013). Ce ralentissement s'est prolongé début 2014. Pour la première fois depuis octobre 2010, les effectifs de jeunes demandeurs d'emploi sont en diminution sur un an (- 1,3 % en février 2014). Enfin, le chômage de longue durée a continué de progresser au 4^e trimestre 2013. La hausse du nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus a cependant fléchi : + 11,6 % sur un an, contre + 13,4 % le trimestre précédent.



En France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT a baissé de 0,1 point au 4^e trimestre 2013. Il s'établit désormais à 9,8 % de la population active, au même niveau qu'un an auparavant. Comme en Paca, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle emploi a encore ralenti au cours du 4^e trimestre 2013 (+ 6,0 % sur un an fin décembre 2013, contre + 7,3 % fin septembre). Selon les dernières données disponibles, ce fléchissement se confirmerait début 2014 (+ 4,8 % fin février 2014). D'ici mi-2014, le taux de chômage serait stable, à 9,8 %. À l'horizon de la prévision, la hausse tendancielle de la population active absorberait les créations nettes d'emplois (essentiellement du fait de la progression de l'emploi aidé).

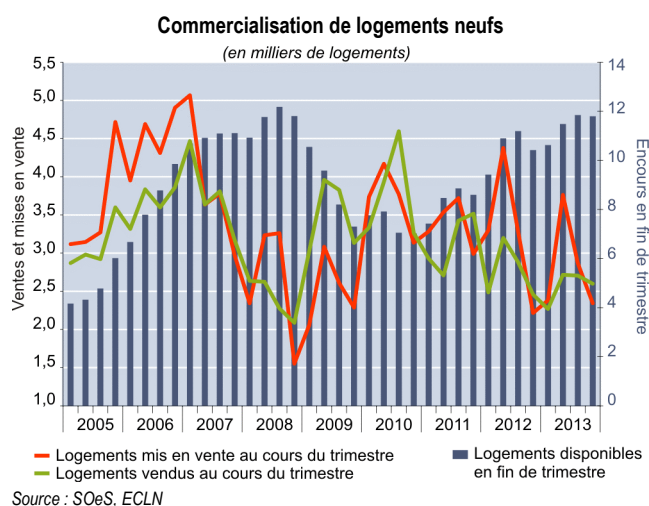
Révision du taux de chômage

Les séries de taux de chômage localisés sont révisées à partir de la publication des résultats du quatrième trimestre 2013. D'une part, le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce nouveau calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points concernant notamment l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration de la méthode de passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). À partir d'avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont rétopolées de ces deux effets : elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.

Le marché immobilier du neuf se porte mieux

Au cours du 4^e trimestre 2013, 2 340 logements neufs ont été mis en vente en Paca, soit 5,8 % de plus qu'un an auparavant. À l'inverse, au niveau national les mises en vente baissent de 17,8 % sur un an. Après cinq trimestres consécutifs de baisse, cette hausse régionale a surtout concerné les logements individuels (+ 28,8 %), les mises en vente de logements collectifs ayant augmenté plus modérément (+ 3,3 %). Sur la même période, 2 600 logements neufs ont été vendus en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit une hausse de 5,8 % sur un an. Le nombre de ventes augmente pour la première fois depuis le 2^e trimestre 2012. Cette hausse a été plus soutenue pour les logements individuels (+ 39 %) que pour les logements collectifs (+ 3,6 %). Au niveau national, les ventes ont globalement baissé de 9,1 % sur un an.

Le stock de logements neufs proposés à la vente s'est maintenu à 12 000 unités au 4^e trimestre 2013. Un peu plus de 13 mois sont toujours nécessaires pour écouler l'encours de logements disponibles, qu'ils soient collectifs ou individuels.



Le prix moyen au mètre carré des appartements neufs a continué d'augmenter en Paca au 4^e trimestre 2013 (+ 3,1 % sur un an, après + 2,2 %). Il s'établit désormais à 4 305 € dans la région. La hausse est un peu moins prononcée au niveau national (+ 0,9 %, après + 1,8 %), où le prix s'élève à 3 848 € au mètre carré. À l'inverse, le prix moyen du lot dans l'individuel (maison et terrain) a continué de baisser dans la région (- 3,6 % sur un an, après - 11,1 %).

Il s'établit désormais à 265 599 € en Paca, contre 249 322 € au niveau national, où le prix moyen est reparti à la hausse (+ 4,7 %).

■ Le tourisme tiré par Marseille-Provence 2013 et la clientèle internationale

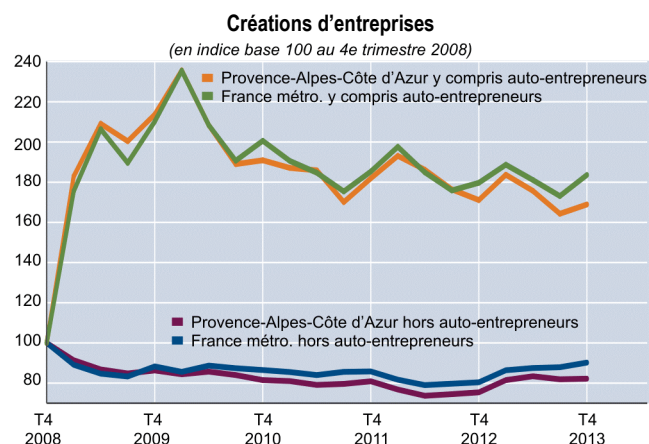
Après une baisse de fréquentation au trimestre précédent, la région a enregistré un rebond des nuitées hôtelières au 4^e trimestre 2013 (+ 2,3 % sur un an, soit + 79 500 nuitées). Le département des Bouches-du-Rhône (+ 12,6 %), en lien avec Marseille-Provence 2013 capitale européenne de la culture, contribue largement à la croissance régionale. À l'inverse, une légère baisse de fréquentation est observée au niveau national (- 0,3 %). Au sein des régions ayant une forte activité touristique à cette période, Provence-Alpes-Côte d'Azur se classe parmi celles dont le nombre de nuitées hôtelières a le plus progressé, à l'instar de Languedoc-Roussillon (+ 3,2 %), Bretagne (+ 2,4 %) et Alsace (+ 1,6 %). Les touristes sont à l'inverse venus moins nombreux dans les hôtels de Midi-Pyrénées (- 6,2 %) et des Pays de la Loire (- 2,4 %).

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la hausse de fréquentation est essentiellement due à la clientèle étrangère (+ 6,1 %, soit + 69 500 nuitées). Le nombre de nuitées françaises a faiblement progressé (+ 0,4 %, soit + 10 000 nuitées). Parmi la clientèle étrangère, les évolutions ont été divergentes selon la nationalité. La *clientèle européenne* (y compris la Turquie) a vivement augmenté (+ 3,7 %, après + 0,6 % au 3^e trimestre 2013). Ce sont majoritairement les touristes européens en provenance des pays de la zone euro, qui sont venus plus nombreux (+ 6,3 %, soit 26 700 nuitées de plus). Le nombre de touristes allemands et italiens notamment, qui représentent plus de 60 % de cette clientèle, a fortement augmenté (respectivement + 11,1 % et + 5,0 % sur un an). Les clientèles grecque, irlandaise et hollandaise ont en revanche été moins présentes (respectivement - 27,2 %, - 4,4 % et - 2,0 %). La fréquentation des touristes des autres pays européens (hors zone euro) a faiblement augmenté (+ 0,5 %), du fait notamment d'un fort recul de la clientèle britannique (- 9,5 %). Enfin, les *clientèles lointaines* (hors Europe) ont de nouveau été plus présentes au 4^e trimestre 2013 (+ 13,6 %, soit 48 600 nuitées supplémentaires). La fréquentation des touristes en provenance de l'Asie du Sud-Est (+ 50,3 %), des États-Unis (+ 29,6 %) et de Chine (+ 17,0 %) a été particulièrement forte, à l'inverse du Maghreb (- 19,4 %), du Proche et Moyen Orient (- 10,2 %) et de la Russie (- 6,9 %).

■ Les créations d'entreprises renouent avec la hausse, les défaillances sont stables

Au 4^e trimestre 2013, 14 300 entreprises ont été créées en Provence-Alpes-Côte d'Azur, contre 13 900 le trimestre précédent. Le nombre de créations d'entreprises a ainsi renoué avec la hausse (+ 2,8 %), après deux trimestres consécutifs de baisse (- 6,5 % au 3^e trimestre et - 4,4 % au deuxième). Au niveau national, le rebond est plus marqué (+ 6,1 %, après - 4,4 %). Dans la région, la hausse de la création d'entreprises s'explique majoritairement par celle des auto-entreprises. Plus d'une nouvelle entreprise sur deux a en effet été créée sous ce statut au 4^e trimestre 2013. Les créations d'auto-entreprises ont ainsi augmenté de 5,4 % en

Paca (+ 9,6 % en France métropolitaine). La hausse des créations de sociétés et des autres entreprises individuelles est beaucoup plus modérée (+ 0,3 %). Cependant, sur un an, la création d'entreprises hors auto-entrepreneurs a augmenté de 9,0 %, tandis que celle des auto-entreprises a reculé de 9,3 %.

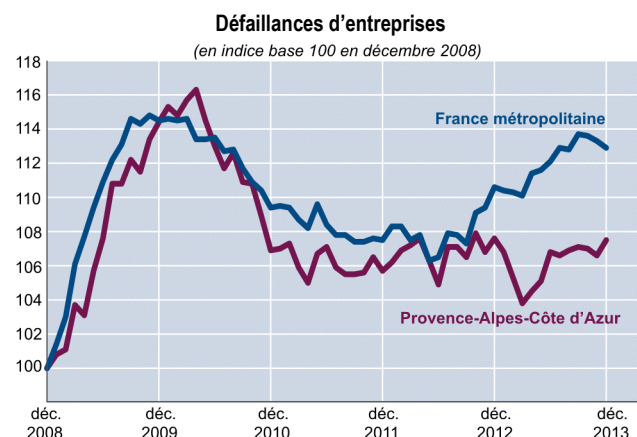


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes.

Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

À l'issue du 4^e trimestre 2013, 6 280 défaillances ont été enregistrées depuis un an dans la région. Le nombre de défaillances d'entreprises est ainsi resté quasi stable (- 0,1 %), après avoir progressé de + 0,6 % au trimestre précédent. Au niveau national, la hausse du nombre de défaillances a été plus modérée (+ 2,1 %, après + 5,9 %).



Note : données mensuelles brutes au 07 février 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Sources : Fiben, Banque de France

Rédaction achevée le 9 avril 2014.
Éric Rubiloni, Philippe Winnicki,
Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

POUR EN SAVOIR PLUS

La zone euro retrouve un peu de tonus
[Note de conjoncture nationale d'avril 2014](#)

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur www.insee.fr

Institut National de la Statistique et des Études Économiques
Provence-Alpes-Côte d'Azur
17 rue Menpenti CS 70004 13395 Marseille Cedex 10
Tél : 04 91 17 57 57 - Fax : 04 91 17 59 60

Directeur de la publication : Patrick Redor
Chef du service Études et Diffusion : Olivier Biau
Rédacteur en chef : Claire Joutard

ISSN : 2264-8275

© Insee 2014